

Unité Départementale Hérault  
Subdivision H2

Montpellier, le 01/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Com. d'Agglomération Béziers-Méditerranée**

Station d'épuration - Plaine Saint Pierre  
Chemin rural n° 96  
34500 BEZIERS

Références : UD34/H2/2022/063

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 dans l'unité d'incinération de boues de la Communauté d'Agglomération Béziers-Méditerranée implantée au sein de la station d'épuration - Plaine Saint Pierre Chemin rural n° 96 34500 BEZIERS. L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté d'Agglomération Béziers-Méditerranée
- Station d'épuration - Plaine Saint Pierre Chemin rural n° 96 34500 BEZIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006606373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'unité d'incinération et ses installations connexes sont implantées sur 1410 m<sup>2</sup> dans l'enceinte de la station d'épuration intercommunale des effluents urbains de Béziers, située plaine St Pierre, chemin rural n°96 à Béziers, au sud-ouest des installations de traitement des effluents. L'unité d'incinération est exploitée par la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée (CABM).

#### **Les thèmes principaux de visite retenus sont les suivants :**

- Installations électriques
- Bordereau de suivi des déchets
- Equipement sous pression (ESP)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Suites données au constat
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 7.3.3	/	Lettre de suite
Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III	/	Lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Suites données au constat
Borderau de suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 5.2.2.1	/	Sans objet
Procédures	Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 2.14.5.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités sont relevées par l'inspection qui peuvent faire l'objet d'une mise en conformité rapide par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Bordereau de suivi des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 5.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BSD
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Vu sous format électronique le BSD (récépissé Track déchets) n°BSD-20211216-YHFFD7KX8 émis le 16/12/2021 pour une opération d'élimination D9 de 18,52 tonnes de déchets 19 01 07* . La case 11 « réalisation de l'opération » du BSD n'est pas complétée. Il appartient à l'exploitant de s'assurer que l'opération D9 a bien été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. L'exploitant conserve en particulier une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises suite à la vérification des installations.
<b>Constats :</b> Le rapport dit « quadriennal » de vérification électrique du bâtiment incinérateur (réf 361090039.2R) du 15 juillet 2020 (intervention du 06/07/2020 au 10/07/2020) établi par le Bureau Véritas, relève 9 non conformités (c.f. pages 20 à 26).  Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les non conformités relevées dans le rapport précité ont bien toutes été levées et dans la mesure du possible de l'annoter (avec la référence d'intervention) directement sur le rapport.  Il convient d'indiquer que la levée des non conformités précitées a déjà été demandée dans le rapport de visite d'inspection du 14 janvier 2021.  Vu le rapport de vérification électrique de la STEP Plaine Pierre ( Réf 10609758/49.1.1.P) du 1er juin 2021 pour une intervention le 22/04/2021 : aucune non conformité relevée.  Vu le rapport de vérification des installations de protection foudre du 5 novembre 2021 pour une intervention le 13/10/2021 : aucune non conformité relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Procédures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2015, article 2.14.5.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures doivent être établies pour toutes les activités qui peuvent avoir un effet significatif sur les performances relatives aux différents points réglementés dans le présent arrêté, et plus généralement sur l'environnement, au sens de la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Vu la procédure « atelier incinération » du 28/06/2019 : RAS
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Liste des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 - III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Liste
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Vu la liste ESP : les dates de réalisation de la prochaine inspection périodique (IP) et de la prochaine Requalification Périodique ne sont pas indiquées.  Vu par sondage la déclaration de conformité de la société CRCT pour un échangeur tubulaire daté 07/06/2018. Catégorie II.  L'exploitant précise que les équipements sont récents l'installation ayant incinéré les premières boues d'épuration au mois de janvier 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites